

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 06/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETS DAVID DREYFUS

89 rue de la Bolle
88100 Saint-Dié-Des-Vosges

Références : S-25-104RP

Code AIOT : 0006204707

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement ETS DAVID DREYFUS implanté 89 rue de la Bolle 88100 Saint-Dié-des-Vosges. L'inspection a été annoncée le 13/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est organisée dans le cadre du programme d'actions nationales autour des trafics illégaux de Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques , appelés D3E. Cette action vise également à remobiliser les stocks de D3E pour une réinjection dans l'économie circulaire.

Elle s'appuie sur le code de l'environnement (livre V - Titre IV:déchets), sur l'arrêté ministériel du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des D3E prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements, et sur l'arrêté préfectoral d'autorisation du 03 mars 2000 modifié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS DAVID DREYFUS
- 89 rue de la Bolle 88100 Saint-Dié-des-Vosges
- Code AIOT : 0006204707
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les Établissements David Dreyfus sont une installation de gestion déchets, spécialisée dans le recyclage et la valorisation de déchets ferreux et non ferreux, principalement issus des Déchets Industriels Banals.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2024 relative à la filière DEEE ;

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43 – II	Mise en demeure, déchets	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 20/03/2000, article 1 - MODIFIE	Sans objet
2	Existence d'un contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Sans objet
3	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45	Sans objet
5	Dispositions relatives aux aires d'entreposage	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I-1	Sans objet
6	Dispositions relatives à l'extraction et traitement des fluides	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 1	Sans objet
7	Dispositions relatives au traitement des composants	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 2	Sans objet
8	Dispositions relatives à l'extraction des piles et accumulateurs portables	Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques ne représentent pas une part significative de l'activité du site ; leur gestion n'appelle pas d'observation particulière. Un manquement dans les dispositions de traçabilité des déchets, à l'échelle du site, est toutefois relevé. L'exploitant doit se conformer à la transmission numérique de ces déclarations de mouvements de déchets sur l'outil ministériel RNDTS (Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiments)

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2000, article 1 - MODIFIE			
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE de l'établissement			
Prescription contrôlée : L'installation relève des rubriques suivantes :			
N° Rubrique	Activité	Régime	Critère autorisé
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971. La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j.	DC ¹	9,5 t/j
2711-2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	DC	300 m ³
2713-1	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 m ²	E ²	26 850 m ²
2714-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	E	1 500 m ³

1 DC : Déclaration Contrôlée

2 E : Enregistrement

N° Rubrique	Activité	Régime	Critère autorisé
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	E	1 000 m ³
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	A ³	12t
2560-2	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW	DC	353 kW
1435-2	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant : 2. Supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	DC	600 m ³
Constats : L'exploitant confirme les activités et critères autorisés. Aucun changement n'est déclaré.			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 2 : Existence d'un contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Contractualisation avec un éco-organisme ou un système individuel agréé
Prescription contrôlée : (...) II. Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat. III. Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits. (...)
Constats : L'exploitant indique que seules des opérations de transit et de regroupement sont réalisées sur site, pour ce qui concerne les déchets d'équipements électriques et électroniques. Il les confie ensuite à la société vosgienne VD3E, spécialisée dans la collecte et le traitement de D3E. Le dernier bordereau de suivi des déchets (BSD) est présenté à l'Inspection : il indique un retrait 0,960 tonnes de D3E en vrac, en date du 12 avril 2021. Au sur-lendemain de la visite, l'exploitant transmet à l'Inspection un nouveau BSD pour le retrait de 1,3 tonnes de D3E ; ainsi que le contrat de VD3E conclu avec l'éco-organisme EcoSystem.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ». Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique (...).

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose bien d'un compte Trackdéchets. Y figurent les mouvements de déchets dangereux, y compris en tant que transporteur et négociant.</p> <p>A noter que l'exploitant, à compter du 18 décembre 2024, utilise Trackdéchets pour les BSD de D3E.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article R. 541-43 – II</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – registre chronologique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des déchets », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :</p> <p>1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;</p> <p>2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;</p> <p>4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;</p> <p>5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I.</p> <p>Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre chronologique de ses activités, détenu en interne. Il reconnaît ne pas transmettre numériquement ses données dans l'application RNDTS.</p> <p>Suite à la visite, l'inspection a communiqué à l'exploitant les liens utiles pour une mise en conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, déchets</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Dispositions relatives aux aires d'entreposage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Annexe I-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences de transit, regroupement, tri des DEEE
Prescription contrôlée : Les aires d'entreposage de déchets d'équipements électriques et électroniques des sites de transit, regroupement, tri et traitement sont : <ul style="list-style-type: none">• pour les aires appropriées revêtues de surfaces imperméables munies de dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, de décanteurs et déshuileurs-dégraisseurs ;• couvertes, lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :<ul style="list-style-type: none">x la dégradation des équipements ou parties d'équipements destinés à la réutilisation ;x l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie ;x l'accumulation d'eau dans les équipements ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des équipements (notamment la laine de verre et les mousses).
Constats : L'exploitant précise que les D3E stockés sur site sont regroupés en 3 types : <ul style="list-style-type: none">• piles et accumulateurs ;• écrans d'ordinateur et de télévision ;• câbles / cordons électriques. Sous une aire d'entreposage couverte, l'inspection constate que les piles et accumulateurs sont stockés dans les barils métalliques, chemisés de sacs plastiques, mis à disposition par l'organisme COREPILE ; ainsi que des écrans stockés dans des bennes. Les câbles électriques sont stockés à l'extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions relatives à l'extraction et traitement des fluides

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des exigences d'extraction et traitement des fluides
Prescription contrôlée : En application de l'article R. 543-200 du code de l'environnement, les déchets d'équipements électriques et électroniques font l'objet d'une extraction de tous les fluides et du traitement suivant : Au minimum les substances, préparations et composants ci-après doivent être retirés de tout déchet d'équipements électriques et électroniques condensateurs contenant du polychlorobiphényle (PCB), conformément au décret du 02 février 1987 visé par le présent arrêté ; <ul style="list-style-type: none">• composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage ;• piles et accumulateurs ;

- cartes de circuits imprimés de téléphones mobiles, et de tout appareil d'une manière générale si la surface de la carte de circuit imprimée est supérieure à 10 centimètres carrés ;
- cartouches de toner, liquide ou en pâte, ainsi que les toners de couleur ;
- matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés ;
- déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante ;
- tubes cathodiques ;
- chlorofluorocarbones (CFC), hydrochlorofluorocarbone (HCFC) ou hydrofluorocarbone (HFC), hydrocarbures (HC) ;
- lampes à décharge ;
- écrans à cristaux liquides (ainsi que leur boîtier le cas échéant) d'une surface supérieure à 100 centimètres carrés et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge ;
- câbles électriques extérieurs ;
- composants contenant des fibres céramiques réfractaires tels que décrits à l'annexe 1 de l'arrêté du 20 avril 1994 modifié relatif à la déclaration, la classification, l'emballage et l'étiquetage des substances ;
- composants contenant des substances radioactives à l'exception des composants en quantités ne dépassant pas les seuils d'exemption fixés au tableau A de l'annexe 13-8 du code de la santé publique ;
- condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses (hauteur > 25 mm, diamètre > 25 mm ou volume proportionnellement similaire).

Les substances, préparations et composants précités doivent être éliminés ou valorisés conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Constats :

L'exploitant n'effectuant que des opérations de collecte et regroupement de D3E, avant expédition à la société de traitement VD3E, il n'est pas concerné par ces dispositions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositions relatives au traitement des composants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des exigences de traitement des composants
Prescription contrôlée : Les composants ci-après de déchets d'équipements électriques et électroniques doivent être traités de la manière indiquée ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">• tubes cathodiques : la couche fluorescente doit être enlevée ;• équipements contenant des gaz préjudiciables à la couche d'ozone ou présentant un potentiel global de réchauffement climatique supérieur à 15, présents par exemple dans les mousses et les circuits de réfrigération. Ces gaz doivent être enlevés et traités selon une méthode adaptée. Les gaz préjudiciables à la couche d'ozone doivent être traités conformément au règlement (CE) n° 2037/2000 du Parlement européen et du Conseil du 29 juin 2000 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone ;• lampes à décharge : le mercure doit être enlevé.
Constats : L'exploitant n'effectuant pas d'opération de traitement des D3E, il n'est pas concerné par ces dispositions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositions relatives à l'extraction des piles et accumulateurs portables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/11/2005, article Article 2 – 5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Extraction des piles et accumulateurs portables
Prescription contrôlée : Les piles et accumulateurs portables extraits des déchets d'équipements électriques et électroniques en application du 2 du présent article doivent être systématiquement et gratuitement mis à disposition des organismes agréés ou systèmes individuels approuvés en application des dispositions prévues à l'article R. 543-128-3 du code de l'environnement.
Constats : Les piles et accumulateurs sont repris par COREPILE. L'exploitant présente à l'Inspection le dernier bon d'enlèvement: 960 kgs enlevés par le transporteur Grandidier, le 20 mai 2020.
Type de suites proposées : Sans suite